
Contre la construction d'une maxi-prison à Bruxelles

D'une maxi-taule...

A Haren, au nord de Bruxelles, l'Etat prévoit la construction de la plus grande prison de l'histoire belge. Elle viendra s'ajouter au plan de douze autres nouvelles prisons. Cette nouvelle prison devra permettre à l'Etat d'enfermer d'avantage de personnes, dans des conditions plus sécurisées et plus répressives. Si les nombreuses révoltes, mutineries et évasions des dernières années ont donné corps et âme à un désir de liberté, cette nouvelle couche de construction de prisons cherchera à l'étouffer.

Il n'y a pas à tourner autour du pot : la prison sert à maintenir la société en place. Et cette société, c'est une société divisée en riches et en pauvres, en dominants et dominés, entre maîtres et esclaves. Celui qui porte atteinte à la propriété privée, qui enfreigne les lois, qui sort du « droit chemin » de la résignation pour se lancer dans la révolte, sait que la prison pourrait l'attendre.

La maxi-prison prévue à Bruxelles ne sera

donc rien d'autre qu'une énième arme du pouvoir pour mater le désir de la liberté et enfermer toujours plus de récalcitrants. Et qu'on se trouve dedans ou dehors, son ombre sera une chaîne autour du cou de nous tous.

La ruina à la prison de Saint-Gilles

Nous profitons de l'occasion pour saluer la révolte incendiaire du 10 juin dernier, quand plusieurs prisonniers à Saint-Gilles se sont mis d'accord pour tenter d'incendier la prison. Quelques cellules ont été détruites. *Solidarité avec ceux qui se battent contre l'enfer carcéral !*



... à une ville-prison

La maxi-prison prévue à Haren est à l'image de ce que le pouvoir veut faire de Bruxelles : transformer la ville en grande prison à ciel ouvert. Réaménagements des quartiers pour nous chasser via la construction d'appartements de luxe (comme l'ancien école des Vétérinaires à Cureghem), d'hôtels et de commerces branchées (comme à la porte de Ninove), de tours de bureaux (le tour Victor sur la place Bara), d'immeubles pour bourges (comme la transformation en cours de la zone du Canal). Quadrillage de la ville par la vidéosurveillance et la présence des uniformes de toute sorte. Militarisation des transports en commun. Sécurisation des quartiers d'affaires et des institutions européennes. *L'ordre doit régner*, tout le monde est appelé à marcher au pas de l'économie et du pouvoir. L'Etat cherche ainsi à écraser la rage contre ce monde, à freiner la remise en question d'une société qui vit sur l'exploitation et l'oppression.

Alors, vive la mutinerie !

Tout plan peut être gâché, toute construction peut être sabotée, tout pouvoir peut être attaqué. La lutte contre la construction de cette maxi-prison doit être une lutte directe et offensive, c'est la seule manière de l'empêcher. On ne peut confier cette lutte à qui que ce soit (partis, syndicats,...), elle doit partir de nous-mêmes. Ce que nous proposons, c'est d'un côté une lutte qui rende la vie compliquée à ceux qui veulent construire cette atrocité et en faire du fric (entreprises de construction, architectes, responsables politiques,...). De l'autre, une lutte qui tende à intervenir directement dans nos rues contre tout ce qui nous emprisonne au quotidien autant que la nouvelle prison le fera.

Le pouvoir veut nous faire croire qu'on ne peut rien faire. Il se veut invulnérable. Mais les choses ne sont pas comme ça. Le pouvoir peut être attaqué partout où il se concrétise : dans ses bureaux, dans ses institutions, dans ses uniformes. Et cela, cette révolte, ne dépend que de nous-mêmes.

Commençons par répandre le mot qu'un « non » radicale s'oppose à la nouvelle prison, que c'est un « non » qui prend racines dans le refus de vivre une existence misérable et d'assister comme des moutons à la transformation de Bruxelles en grande prison à ciel ouvert.

Retrouvons ceux qui se disent prêts à lutter, trouvons les manières pour s'auto-organiser, à petite échelle, sans chefs ni politiciens.

Entamons dès maintenant les premières hostilités. Le monstre étatique et la bête carcérale ne sont pas invulnérables, ils se trouvent à découvert au coin de la rue.

Que tout cela fasse tâche d'huile...

et notre « non » deviendra aussi incontournable que notre soif de liberté.

Collabos

L'Etat vient de désigner les entreprises qui veulent se faire du fric en construisant la maxi-prison. Leurs chantiers, leurs bureaux, leurs véhicules,... se trouvent partout et sont nullement à l'abri de celles et de ceux qui prennent leur courage rebelles à deux mains. Débusquons les constructeurs des cellules et des barreaux partout.

Il s'agit des entreprises de construction DENYS et FCC Construction; les architectes Buro Il & Archi+I, EGM et Dervaux Ingénieurs; les promoteurs Marcq & Roba, Arcadis Aqumen, Ares, MOO Con Adviseurs.